

# AMNESTY INTERNATIONAL

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : EUR 46/045/2006 (Public)  
Bulletin n° : 262  
ÉFAI  
10 octobre 2006

### **Russie. Le président Poutine doit condamner le meurtre d'Anna Politkovskaïa**

Amnesty International demande au président Vladimir Poutine de condamner le meurtre d'Anna Politkovskaïa et de montrer qu'il ne peut exister d'impunité pour de tels crimes. Ainsi, le président démontrerait son soutien aux défenseurs des droits humains et aux journalistes indépendants, ainsi que le rôle vital et légitime qu'ils jouent dans la société russe.

Dans une lettre au président Poutine, Irene Khan, Secrétaire générale d'Amnesty International, a déclaré :

*« Nous estimons que le président de Russie, la plus haute autorité du pays, doit absolument faire une déclaration politique forte. Cette déclaration doit exprimer clairement que les attaques visant les journalistes indépendants et les défenseurs des droits humains sont inacceptables, et que les responsables de telles agressions feront l'objet d'enquêtes et de poursuites énergiques. »*

Amnesty International est indignée et consternée par le meurtre de la journaliste Anna Politkovskaïa, ce samedi 7 octobre. Amnesty International estime qu'Anna Politkovskaïa a très probablement été visée en raison de son travail de journaliste, signalant les atteintes aux droits humains en Tchétchénie et dans d'autres régions de Russie. Un tel meurtre porte manifestement un coup sérieux à la liberté d'expression et l'indépendance des médias en Russie.

*« Nous notons que le bureau du procureur a rapidement ouvert une enquête sur ce meurtre, et que Youri Tchaïka, procureur général, s'est chargé de cette enquête. Nous exhortons les autorités russes à faire en sorte que cette enquête soit prompte, approfondie et impartiale, que ses conclusions soient rendues publiques, et que les responsables présumés du meurtre soient traduits en justice, en conformité avec le droit international », a déclaré Irene Khan.*

Amnesty International a également noté que selon le président Poutine, toutes les mesures nécessaires seront prises pour enquêter sur le meurtre d'Anna Politkovskaïa, et que le président Poutine et le Premier ministre de la République tchétchène ont condamné ce meurtre.

*« Cependant, nous pensons que les autorités russes doivent aller bien plus loin pour soutenir et protéger les défenseurs des droits humains et les journalistes indépendants en Russie », a ajouté Irene Khan.*

Au mois de mars 2006, Amnesty International a écrit au président Poutine avec d'autres organisations non gouvernementales (ONG) russes et internationales, au moment où la Russie s'apprêtait à prendre la présidence du Conseil des ministres du Conseil de l'Europe, pour demander au président de prendre position en faveur des défenseurs des droits humains et des médias indépendants. En juillet 2006, le président Poutine a rencontré des ONG russes et internationales, notamment Amnesty International, au cours du G8 civil.

*« Le président Poutine doit poursuivre ces initiatives en réagissant aux cas individuels d'attaques inquiétantes visant les personnes des militants et des journalistes. Sinon, les initiatives comme le G8 civil risquent de se limiter à une opération de relations publiques », a déclaré Irene Khan.*

Amnesty International a également demandé au président Poutine de s'assurer personnellement que les autorités enquêtent sur tous les cas signalés de harcèlement, d'intimidations et de menaces visant les défenseurs des droits humains et les journalistes indépendants en Russie, et de faire en sorte que les représentants de l'État à tous les niveaux de la hiérarchie, notamment les forces de l'ordre, respectent le travail légitime des défenseurs des droits humains et des journalistes indépendants, en les laissant travailler sans les harceler ni les gêner.

*« Le président Poutine doit s'engager sans ambiguïté à protéger les droits des ONG et des médias indépendants en Russie. Sans cet engagement personnel du président Poutine, il n'y aura guère de changement », a déclaré Irene Khan.*

#### Document public

\*\*\*\*\*

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>